

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICE



Direction de l'Administration
et des Finances

Service achats/marchés

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES n° 1 du 12/01/2022

Relatif à

Dossier suivi par :
Service achats/marchés

Ligne directe :
01 49 77 38 71

N. Réf. :

V. Réf.

Réalisation des opérations de suivi de la métrologie des
IVAP des unités

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Dispositions générales	3
1.1	Mode de passation	3
1.2	Objet et forme	3
1.3	Décomposition en lot	3
1.4	Durée	3
1.5	Pièces constitutives du marché	3
1.6	Disposition particulière	4
1.7	Forme des notifications et informations	4
1.8	Co-traitance	4
1.9	Sous-traitance	4
ARTICLE 2	Conditions d'exécution des prestations	5
2.1	DISPOSITIONS GENERALES ET REFERENCE AUX NORMES	5
2.2	Lieux d'exécution	5
2.3	Bons de commandes	5
2.4	DELAIS D'EXECUTION	6
2.5	Suivi de la prestation	7
2.6	Transport	7
2.7	Protection des données personnelles	7
ARTICLE 3	Responsabilité et obligations du titulaire	7
3.1	Personnel du titulaire - dommages	7
3.2	dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire ou d'impossibilité momentanée d'exécuter les prestations	7
3.3	Clause environnementale	8
3.4	Assurances	8
3.5	Confidentialité	8
3.6	Prévention de santé sécurité au travail	8
ARTICLE 4	Vérifications et admission	9
ARTICLE 5	Prix du marché	9
5.1	Généralités	9
5.2	Forme du prix	9
ARTICLE 6	Modalités de règlement du marché	9
6.1	Avance	9
6.2	Acomptes - Règlement des comptes	9
6.3	Facturation	10
ARTICLE 7	Résiliation du marché	11
ARTICLE 8	Garantie	12
ARTICLE 9	Autres dispositions	12
ARTICLE 10	Litiges	12
ARTICLE 11	Déroghations	12

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 MODE DE PASSATION

Le présent marché est un marché passé en procédure d'appel d'offres conformément au code de la commande publique (CCP).

1.2 OBJET ET FORME

Le marché a pour objet la réalisation des opérations de suivi de la métrologie des IVAP des unités pour les sites de Maisons-Alfort et de Boulogne sur Mer.

La description des prestations est détaillée par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le contrat est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (articles R 2162-1 et suivants du code de la commande publique). Cet accord cadre à bons de commande fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique.

Il ne comporte pas de montant minimum.

Le montant maximum estimé est de 200 000 € pour la totalité du marché. Cette information ne saurait engager l'Anses ni lui être opposable ni ne donner lieu à aucune indemnité si le volume de commande n'est pas atteint.

1.3 DECOMPOSITION EN LOT

Le marché n'est pas alloti.

1.4 DUREE

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

A l'issue de cette première période, le marché est reconduit expressément au maximum 3 fois pour des périodes successives de 12 mois dans la limite de 48 mois.

Le cas échéant, en cas de volonté du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le marché, ce dernier se prononce dans un délai de trois mois précédant la fin de la période considérée en notifiant au titulaire la décision correspondant à la non-reconduction du marché ; la non-reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de la validité de la période quel que soit les délais d'exécution de ces derniers.

1.5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant (dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS) :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chaque lot ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi.

1.6 DISPOSITION PARTICULIERE

Les conditions générales de vente du titulaire et ne sont pas applicables à ce marché.

1.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

1.8 CO-TRAITANCE

Le marché sera conclu :

Soit avec un prestataire unique,

Soit avec des prestataires groupés selon la définition suivante :

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré en premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Les cotraitants sont solidaires lorsque chacun d'eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des prestataires membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Toute notification d'une décision ou communication du pouvoir adjudicateur est adressée au mandataire qui a seul la qualité pour présenter des réserves.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.9 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans tous les cas de figure, seul le titulaire du marché demeure l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur et est responsable de l'ensemble des prestations fournies par son sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre dans les conditions définies aux articles L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Ce formulaire est dûment rempli et **signé en original par le titulaire**, (le cas-échéant par le co-traitant), **ET le sous-traitant** non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- la fiche fournisseur jointe au DCE,
- un extrait Kbis,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.1 Sous-traitance non déclarée- PENALITE

Le titulaire encourt une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1 DISPOSITIONS GENERALES ET REFERENCE AUX NORMES

Le Titulaire devra se conformer à toutes les procédures organisationnelles et administratives définies au présent CCAP, au CCTP ou qui seront définies par l'Anses en cours d'exécution du présent Marché. L'ensemble de ces procédures s'appliquera de plein droit au Titulaire et sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

Le marché devra être exécuté conformément aux règlements, normes et spécifications techniques en vigueur.

2.2 LIEUX D'EXECUTION

Cf. CCTP

2.3 BONS DE COMMANDES

L'exécution des prestations est déclenchée par bons de commande émis dans les conditions de l'article 3.7 du CCAG/FCS.

Chaque demande de prestations fait l'objet d'un bon de commande envoyé par télécopie ou courriel par la personne publique. Les bons de commande sont écrits, signés, datés et numérotés. En cas de groupement, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur. La part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande est établi à partir des prix du BPU.

Dans le cas où les prix ne sont indiqués au BPU, le titulaire présente, à la demande de l'Anses, une proposition sous forme de devis.

Cette disposition peut s'appliquer notamment pour l'exécution de prestations complémentaires qui entrent dans l'objet du marché mais qui ne sont pas précisées dans les grilles financières et le cahier des charges ; dans ce cas, le bon de commande est le cas échéant passé sur la base du devis sous réserve que ce dernier soit accepté ; le devis est annexé au bon de commande.

Après envoi de la demande de devis par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour transmettre son devis.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par la personne publique, et précise notamment :

- Les références du marché ;
- L'entité concernée ;
- la nature, la description et la quantité des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution et de livraison ;
- l'adresse précise du ou des lieu(x) d'exécution ;
- les prix hors taxes, les prix TTC, les remises ;
- la signature de la personne habilitée par l'Anses ;
- éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la réception de la commande, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande émis pendant la durée de validité du marché doit être exécuter jusqu'à son terme.

2.4 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché et de l'offre technique du candidat.

Prolongation des délais : Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Pénalités de retard : en cas de retard dans l'exécution du marché, il sera imputable au titulaire et une pénalité de retard de 100 € par jour ouvrés de retard. Elles sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations comparativement aux délais d'exécution fixés à chaque bon de commande.

Ces pénalités s'appliquent après mise en demeure. Le montant des pénalités fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

2.5 SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation au sein des Laboratoires de Maisons-Alfort.

2.6 TRANSPORT

Conformément à l'article 19.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport sont à la charge du titulaire.

2.7 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Dans le cas où le cocontractant est amené à traiter des données personnelles au nom de l'Anses, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties.

ARTICLE 3 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 PERSONNEL DU TITULAIRE - DOMMAGES

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

3.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX DU PERSONNEL DU TITULAIRE OU D'IMPOSSIBILITE MOMENTANEE D'EXECUTER LES PRESTATIONS

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société le titulaire s'engage à prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile pour garantir l'Anses contre tout préjudice et la baisse du niveau de service.

En cas d'impossibilité par le titulaire de respecter momentanément ses engagements, l'Anses peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire peut lui être imputée sur décision du pouvoir adjudicateur. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

3.3 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

3.4 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 32 du CCAG/FCS.

3.5 CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'Anses, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 32 du CCAG/FCS.

3.6 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;
- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

ARTICLE 4 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Par dérogation au chapitre 5 du CCAG/FCS, la certification du « service fait » sur l'outil informatique de gestion budgétaire et comptable de l'Anses vaut décision d'admission des prestations.

ARTICLE 5 PRIX DU MARCHE

5.1 GENERALITES

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, à l'assurance, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

5.2 FORME DU PRIX

Le marché est conclu sur la base des prix unitaires ferme.

ARTICLE 6 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

6.1 AVANCE

Sauf renonciation du titulaire, exprimée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux dispositions du code de la commande publique.

L'Anses se réserve le droit d'effectuer le remboursement de l'avance dès la première facture.

6.2 ACOMPTES - REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes (article R 2191-20 du code de la commande publique).

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant

l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

6.3 FACTURATION

6.3.1 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché pour les prestations forfaitaires qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un bon de commande ;
- le cas échéant le numéro du bon de commande, en cas de prestations exécutées au moyen de bons de commande, tel que généré par le système d'information financière :

Ou trouver les informations sur un bon de commande Anses :



Marché	BON DE COMMANDE	DATE
XMIX000025/1	CBDC 318 1	30-12-2016


Page : 1

A facturer à
SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 94704 MAISONS ALFORT TVA Intracom 54130012024

A livrer à
SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 94704 MAISONS ALFORT

Fournisseur

6.3.2 Modalités de dépôts des factures :

 Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire **obligatoirement** sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr/ ; solution gratuite).

Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro CBDC** (pour les marchés à Bon de commande)
- Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre **NON**
- Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :

Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- *la désignation du sous-traitant ;*
- *le numéro du marché concerné ;*
- *la somme à payer au sous-traitant.*

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22.

ARTICLE 7 RESILIATION DU MARCHE

L'Anses a la faculté de résilier le présent accord cadre dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 6 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 29 du CCAG/FCS, ils peuvent être résiliés par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations ou en cas de résiliation pour faute du titulaire, l'Anses pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 36 du CCAG/FCS.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou d'une autre commande après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

ARTICLE 8 GARANTIE

Les prestations sont garanties dans les conditions prévues par l'article 28 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 AUTRES DISPOSITIONS

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique est :

Le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur l'Agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

NB : dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

ARTICLE 10 LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le Tribunal Administratif de Melun est le seul compétent.

ARTICLE 11 DEROGATIONS

L'article 1.5 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS ;
L'article 2.3 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS ;
L'article 2.4 déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS ;
L'article 4 déroge au chapitre 5 du CCAG/FS ;
L'article 7 déroge à l'article 29 du CCAG/FCS.